

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.061/2
DU 11 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 5 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Afin de pouvoir préparer la transition entre les Commissions de libération conditionnelle et les Tribunaux d'application de la peine, une date a été fixée de manière définitive pour la mise en place de ces Tribunaux. Il s'agit du 1^{er} février 2007.

Plusieurs arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette nouvelle législation sont actuellement en cours d'examen au Conseil d'État.

Le projet d'arrêté royal qui vous est ici soumis pour avis constitue un des éléments essentiels de la loi du 17 mai 2006 puisqu'il définit la manière dont les victimes pourront exercer les droits qui leur sont octroyés dans le cadre de cette loi. Il est donc indispensable qu'il puisse être signé et adopté avant l'entrée en vigueur des TAP".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Compétence de l'auteur de l'acte

En ce qui concerne la répartition des compétences entre l'État fédéral et les Communautés, les dispositions relatives à l'intervention de la victime dans des procédures qui relèvent de la compétence fédérale, à savoir les procédures prévues par la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, est bien évidemment également de la compétence de l'autorité fédérale.

Les dispositions relatives à l'aide accordée, dans ce cadre, aux victimes, que ce soit par les assistants de justice ou par les associations agréées, relèvent de l'aide juridique au sens de l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution, matière également fédérale ⁽¹⁾.

Fondement juridique

Observations générales

1. L'arrêté en projet ne peut entrer en vigueur avant la disposition légale qui lui sert de fondement.

L'on veillera donc à ce que l'arrêté royal qui fixe la date d'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine soit publié avant le 1^{er} février 2007 et fixe à cette date l'entrée en vigueur de l'article 2, 6°, de la loi.

⁽¹⁾ Voir les avis 33.343/2, donné le 10 juin 2002 sur une proposition devenue la loi du 25 avril 2004 relative à l'agrément de certaines associations sans but lucratif d'accompagnement des victimes d'actes intentionnels de violence, 27.369/VR, donné le 10 février 1998 sur une proposition de loi devenue la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique, et 28.035/2, donné par la section de législation du Conseil d'État le 23 novembre 1998 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 février 1999 portant des mesures d'exécution relatives à la libération conditionnelle.

2. Par ailleurs, le projet doit faire apparaître clairement le caractère facultatif de l'intervention de l'assistant de justice et de l'établissement de la fiche de la victime, modalités qui ne peuvent trouver à s'appliquer que lorsque la victime décide de s'adresser à une maison de Justice.

En effet, la victime puise dans la loi du 17 mai 2006, précitée, le droit d'être informée des lieu, jour et heure de l'audience (articles 34, § 1^{er}, alinéa 2, 52, § 1^{er}, alinéa 2, 63, § 1^{er}, alinéa 5), d'y être entendue sur les conditions particulières imposées dans son intérêt (articles 35, § 1^{er}, alinéa 2 et 53, alinéa 2, 63, § 3, alinéa 2, 68, § 3, alinéa 2) ou de communiquer ses observations par écrit (article 63, § 2) et de s'y faire représenter ou assister par un conseil et assister par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi (articles 35, § 1^{er}, alinéa 3, 53, alinéa 3, 68, § 3, alinéa 3).

Observations particulières

Préambule

En vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, lorsque l'urgence est invoquée pour un avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En conséquence, l'alinéa 5 du préambule doit être complété afin de tenir compte de cette exigence légale.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au 2° (lire 3°) du texte français, il convient, conformément à la version néerlandaise, d'écrire "l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes".

.../...

2. Le Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité d'une "déclaration de la victime" pour les victimes visées à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 17 mai 2006, précitée, dès lors que ces personnes doivent de toute façon adresser au juge de l'application des peines une demande écrite si elles souhaitent être informées ou entendues sur l'octroi d'une modalité d'exécution de la peine.

3. Dans la version française, il convient d'utiliser l'indicatif présent.

Article 4

Mieux vaut faire du paragraphe 2 une disposition transitoire.

Article 5

Afin de veiller à l'égalité de toutes les victimes parties civiles, ne convient-il pas que le Ministre de la Justice arrête le modèle du courrier à envoyer à ces victimes?

La même observation vaut pour l'article 6.

Article 7

1. Il appartient à l'auteur du projet de justifier, d'une part, pourquoi seules les victimes visées à l'article 7, alinéa 3, c'est-à-dire celles qui souhaitent formuler des conditions, ont accès au dossier, et non pas toutes les autres victimes qui ont fait une déclaration, et, d'autre part, pourquoi l'accès à ce dossier ne peut se faire que par l'intermédiaire de l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes ⁽²⁾. Au sujet de l'intervention de ce dernier, il est renvoyé à l'observation générale 2.

⁽²⁾ Voir les articles 8 et 9.

2. En tout état de cause, le dossier ne pourra contenir que les pièces qui permettent utilement à la victime de faire valoir les droits qui lui sont reconnus par la loi du 17 mai 2006, précitée.

Article 10

La version française vise les "victimes qui souhaitent y être associées" mais ne précise pas à quoi ces victimes souhaitent être associées.

La version néerlandaise n'est pas beaucoup plus précise puisqu'elle vise les victimes qui "dans ce cadre souhaitent être associées".

Le projet doit être précisé.

Observation finale

Le Conseil d'État se demande s'il n'y a pas lieu de prévoir l'abrogation du chapitre IV de l'arrêté royal du 10 février 1999 portant des mesures d'exécution relatives à la libération conditionnelle.

Observations de forme concernant le texte néerlandais du projet

Article 1^{er}

À l'alinéa 2, il faudrait écrire : "De slachtofferverklaring wordt bij het strafuitvoeringsdossier gevoegd ..."

En outre, il serait plus correct de remplacer dans l'ensemble du projet, le mot "Slachtofferonthaal" par le terme "Slachtofferopvang" et le verbe "overmaken" par le verbe "overzenden".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.061/2
VAN 11 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 januari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 2, 6°, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Afin de pouvoir préparer la transition entre les Commissions de libération conditionnelle et les Tribunaux d'application de la peine, une date a été fixée de manière définitive pour la mise en place de ces Tribunaux. Il s'agit du 1^{er} février 2007.

Plusieurs arrêtés royaux nécessaires à l'application de cette nouvelle législation sont actuellement en cours d'examen au Conseil d'État.

Le projet d'arrêté royal qui vous est ici soumis pour avis constitue un des éléments essentiels de la loi du 17 mai 2006 puisqu'il définit la manière dont les victimes pourront exercer les droits qui leur sont octroyés dans le cadre de cette loi. Il est donc indispensable qu'il puisse être signé et adopté avant l'entrée en vigueur des TAP".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Bevoegdheid van de steller van de handeling

Wat betreft de verdeling van de bevoegdheden tussen de Federale Staat en de Gemeenschappen, vallen de bepalingen betreffende het handelen van het slachtoffer in procedures waarvoor de federale overheid bevoegd is, namelijk de procedures bepaald bij de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, vanzelfsprekend ook onder de bevoegdheid van de federale overheid.

De bepalingen betreffende de bijstand die in dit kader aan slachtoffers wordt verleend, ongeacht of deze geboden wordt door justitieassistenten of door erkende verenigingen, hebben betrekking op de juridische bijstand in de zin van artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet, een aangelegenheid die eveneens federaal is ⁽¹⁾.

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

1. Het ontworpen besluit kan niet vóór de wetsbepaling die de rechtsgrond ervan vormt in werking treden.

Er dient dus op te worden toegezien dat het koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, wordt bekendgemaakt vóór 1 februari 2007 en voorschrijft dat artikel 2, 6°, van de wet op die datum in werking treedt.

⁽¹⁾ Zie de adviezen 33.343/2, gegeven op 10 juni 2002 over een voorstel dat heeft geleid tot de wet van 25 april 2004 betreffende de erkenning van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk die slachtoffers van opzettelijke gewelddaden begeleiden, 27.369/VR, gegeven op 10 februari 1998 over een voorstel van wet dat aanleiding heeft gegeven tot de wet van 23 november 1998 betreffende de juridische bijstand en 28.035/2, gegeven door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 23 november 1998 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 10 februari 1999 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling.

2. Bovendien moet uit het ontwerp duidelijk blijken dat het optreden van de justitieassistent en het opmaken van de slachtofferfiche, modaliteiten die alleen toepassing kunnen vinden wanneer het slachtoffer beslist zich tot een justitiehuis te richten, facultatief zijn.

Het slachtoffer put immers uit de voormelde wet van 17 mei 2006 het recht om in kennis te worden gesteld van de dag, het uur en de plaats van de zitting (artikelen 34, § 1, tweede lid, 52, § 1, tweede lid, 63, § 1, vijfde lid), om er te worden gehoord over de bijzondere voorwaarden die in zijn belang moeten worden opgelegd (artikelen 35, § 1, tweede lid en 53, tweede lid, 63, § 3, tweede lid, 68, § 3, tweede lid), en om er zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een raadsman en zich te laten bijstaan door de gemachtigde van een overheidsinstelling of een door de Koning hiertoe erkende vereniging (artikelen 35, § 1, derde lid, 53, derde lid, en 68, § 3, derde lid).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Artikel 84, § 1, tweede lid, schrijft voor dat wanneer voor een advies over een ontwerp van reglementair besluit om spoedbehandeling wordt verzocht, de motivering van het spoedeisende karakter die in de adviesaanvraag wordt gegeven, moet worden overgenomen in de aanhef van het besluit.

Bijgevolg moet het vijfde lid van de aanhef worden aangevuld om met dit wettelijk vereiste rekening te houden.

Dispositief

Artikel 1

1. In onderdeel 2° (lees onderdeel 3°) van de Franse tekst moet, zoals in de Nederlandse versie, worden geschreven "l'assistant de justice chargé de l'accueil des victimes".

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat het nut is van een "slachtofferverklaring" voor de slachtoffers bedoeld in artikel 3, § 1, van de eerdergenoemde wet van 17 mei 2006, daar deze personen in ieder geval aan de strafuitvoeringsrechter een schriftelijk verzoek moeten richten indien ze wensen te worden geïnformeerd of gehoord bij de toekenning van een strafuitvoeringsmodaliteit.

3. In de Franse versie moet de onvoltooid tegenwoordige tijd worden gebruikt.

Artikel 4

Het is beter van paragraaf 2 een overgangsbepaling te maken.

Artikel 5

De vraag rijst of het omwille van de gelijkheid van alle slachtoffers die burgerlijke partij zijn, niet nodig is dat de Minister van Justitie het model vaststelt van het schrijven dat aan deze slachtoffers moet worden toegezonden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6.

Artikel 7

1. De steller van het ontwerp behoort enerzijds te rechtvaardigen waarom alleen de slachtoffers bedoeld in artikel 7, derde lid, dit wil zeggen degenen die voorwaarden wensen te formuleren, toegang hebben tot het dossier, en niet alle andere slachtoffers die een verklaring hebben afgelegd, en anderzijds om welke reden het dossier slechts kan worden ingezien door toedoen van de justitieassistent slachtofferonthaal ⁽²⁾. In verband met het optreden van laatstgenoemde wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

⁽²⁾ Zie de artikelen 8 en 9.

2. Het dossier mag hoe dan ook slechts de stukken bevatten waarmee het slachtoffer op een dienstige wijze de rechten kan doen gelden die hem bij de voornoemde wet van 17 mei 2006 zijn toegekend.

Artikel 10

In de Franse versie staat "victimes qui souhaitent y être associées", maar wordt niet aangegeven waarbij deze slachtoffers betrokken wensen te worden.

De Nederlandse versie is niet veel duidelijker, aangezien er sprake in is van de slachtoffers die "in dit kader betrokken wensten te worden".

Het ontwerp moet worden verduidelijkt.

Slotopmerking

De Raad van State vraagt zich af of niet moet worden voorzien in de opheffing van hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 10 februari 1999 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Vormopmerkingen over de Nederlandse tekst van het ontwerp

Artikel 1

In het tweede lid schrijve men : "De slachtofferverklaring wordt bij het strafuitvoeringsdossier gevoegd ..."

Voorts zou het correcter zijn in heel het ontwerp het woord "slachtofferonthaal" te vervangen door de term "slachtofferopvang" en het werkwoord "overmaken" door het werkwoord "overzenden".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	H. BOSLY,	assessoren van afdeling wetgeving,
	G. KEUTGEN,	
Madame	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS